

From Azerbaijan without love



"L'Azerbaïdjan souffre du terrorisme, et plus précisément d'actes terroristes de la part des Arméniens. Des civils azerbaïdjanais sont tués suite aux violations du cessez-le-feu par les forces armées arméniennes sur la ligne de contact entre les troupes azerbaïdjanaises et arméniennes", a déclaré au Caire, le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères, **Elmar Mammadyarov**.

Le ministre a également indiqué que : "l'Azerbaïdjan soutient la politique internationale de la lutte contre le terrorisme, et que la coopération dans ce domaine avec l'Égypte sera utile; et ce d'autant que l'Égypte reconnaît l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Azerbaïdjan, et qu'elle soutient également les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur le règlement du conflit arméno-azerbaïdjanais du Haut-Karabakh."

Mammadyarov a hautement apprécié les résolutions adoptées par l'Organisation de coopération islamique (OCI) sur le retrait des forces armées arméniennes des territoires occupés de l'Azerbaïdjan. Il a également salué la position du Mouvement des pays non alignés (NAM) dans le règlement de ce conflit.

En plus des relations bilatérales et leur devenir, il a également parlé des réalisations récentes de l'Azerbaïdjan, soulignant les efforts du pays pour devenir l'un des pays développés du monde dans les 10 prochaines années.

(...)



Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur le Haut-Karabakh a été discuté lors d'une **conférence à Windsor**. La conférence était pilotée par le Centre d'études russes et Est-européens de l'Université de Birmingham. A noter que le projet a été financé par le Conseil de soutien de l'Etat à des ONG du Président Aliiev.

La deuxième journée, une table ronde concernait : «*Le Caucase : le rôle des puissances étrangères et internes*». La couverture du conflit du Haut-Karabakh dans les médias britanniques a été qualifiée [par la délégation azérie] de "non professionnelle et biaisée", disant qu'elle faisait la promotion de la position de l'Arménie. Elle a déploré le fait que les médias britanniques ne disposent pas de la position juste de l'Azerbaïdjan sur le conflit; de même, que les médias britanniques n'ont pas enquêté sur les aspects historiques du conflit du Haut-Karabakh.

(...)



Le président **Ilham Aliyev** a sévèrement critiqué les dirigeants arméniens pour avoir omis de répondre aux condoléances du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan pour les événements de 1915.

«Il est clair qu'ils ne veulent pas la paix dans la région. Le président Sarkissian s'est permis d'attaquer la Turquie parce que ses représentants étaient absents lors du sommet, mais j'étais là pour lui répondre», a déclaré

Aliyev en réponse au discours du président arménien Serge Sarkissian le 24 Avril critiquant la Turquie lors d'un sommet sur le partenariat oriental à Prague.

Et de poursuivre :

"Bien que les États-Unis et l'Union européenne apprécient hautement la position de M. Erdoğan, il semble que ce n'est pas suffisant pour le gouvernement arménien.

La frontière turco-arménienne a été fermée en 1993 lors de l'occupation de la région de Kelbadjar par les Arméniens. Tous les Azerbaïdjanais, c'est-à-dire au moins 30% de l'enclave du Haut-Karabakh, ont été expulsés du territoire et les sept régions adjacentes au Karabakh - c'est un "nettoyage ethnique" - et 20% des territoires de l'Azerbaïdjan ont été occupés.

Le conflit n'a toujours pas été résolu malgré les quatre résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, celles du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). L'Arménie a continué d'occuper des territoires qui ne lui appartiennent pas.

Nous voulons la paix. Nous voulons que nos terres nous soient retournées. L'Arménie doit commencer à retirer ses troupes des terres occupées de l'Azerbaïdjan. C'est très facile de le faire. Cela exige seulement une volonté politique du côté arménien.

Le peuple azerbaïdjanais se demande : pourquoi l'Arménie ne subit-elle pas des sanctions? Pourquoi la délégation arménienne n'est-elle pas privée du droit de vote et du droit de s'adresser au Conseil de l'Europe? Ils occupent le territoire d'un autre pays et ce de façon flagrante?"

(...)

Ainsi, le député Siyavouch Novruzov a indiqué que la communauté internationale qui reconnaît l'intégrité territoriale de l'Ukraine, doit faire de même pour l'Azerbaïdjan.



Au cours de la pause-café la militante des droits humains **Leyla Yunus** a remis aux participants une déclaration du Centre pour la résistance à la répression en déployant avec son équipe une banderole où l'on pouvait lire : *"Liberté pour les prisonniers d'opinion."*

"De quelle intégration et stabilité européennes parlez-vous, quand il y a 130 victimes de la violence politique dans le pays? Il y a 40 prisonniers d'opinion,

90 prisonniers politiques, 11 prisonniers journalistes et 4 défenseurs des droits de l'homme", a déclaré Yunus.

(...)



Un groupe de militants de **l'organisation "libération du Karabakh"** se sont rendus à Bakou pour manifester, en face de l'hôtel Quatre Saisons, contre la présence de parlementaires arméniens qui participent à la réunion de l'OTAN.

La police dispersé la manifestation et ont saisi les affiches.